



7 août 2007

Centre d'Information sur les
Renseignements et le Terrorisme au
Centre d'Etudes Spéciales (CES)

Les grandes lignes du gouvernement de Salam Fayyad soulignent l'engagement du gouvernement d'adhérer à l'option de la paix. Les organisations terroristes ont critiqué ces grandes lignes qui ne font pas mention de la "résistance" (cf., les violences et le terrorisme)

Aperçu général

1. Le 27 juillet 2007, l'agence de presse palestinienne Wafa a publié les **grandes lignes du gouvernement provisoire dirigé par Salam Fayyad**. Ces grandes lignes devaient être présentées par le Premier ministre au Conseil législatif pour un vote de confiance. Toutefois, le Conseil ne s'est finalement pas réuni en raison de l'absence de nombreux députés dans le cadre des heurts qui opposent le Fatah au Hamas.

2. Ces grandes lignes incluent une variété de sujets comme le conflit avec Israël, la politique étrangère palestinienne, l'administration, la défense, l'économie et la vie des Palestiniens. Au sujet du conflit avec Israël et de la sécurité intérieure, les lignes directrices de ce programme de gouvernement reflètent les positions connues d'Abu Mazen et "l'initiative de paix arabe", conclue lors des sommets arabes de Riyad (2007) et de Beyrouth (2002). Voici les points principaux de ce programme concernant le conflit palestinien-Israélien et la sécurité intérieure (Voir l'Annexe A pour plus de détails).

a. **Accent sur l'engagement des Palestiniens envers "l'option de paix"**, non seulement comme option stratégique mais également comme nécessité résultant de la situation politique et des obligations internationales des Palestiniens.

b. **L'objectif** des Palestiniens est **la fin de l'occupation israélienne et l'établissement d'un Etat palestinien indépendant, avec "Jérusalem la Sainte" pour capitale, sur tous les territoires palestiniens occupés en 1967.**¹

c. Un appel à trouver une **"solution juste et entendue"** au **problème des réfugiés palestiniens**, basée sur la Résolution 194 de l'ONU (du 11 décembre 1948).

d. **Reconnaissance des accords bilatéraux précédemment signés entre l'OLP et Israël.**

e. **Renfort du statut de Jérusalem** ("capitale éternelle du peuple palestinien") et du statut du gouvernement palestinien, assistance aux citoyens (palestiniens) face au "complot de colonisation et à la migration obligatoire auxquels ils font face".

f. **Attention spéciale accordée aux prisonniers et aux détenus** dans les prisons israéliennes et aide aux familles des tués et des blessés.

g. **Lutte contre l'utilisation de la religion à des fins de politiques partisans** et comme justification des actes de tuerie et de destruction (cf., lutte contre le Hamas et son utilisation politique de l'Islam).

h. **Mettre fin à l'anarchie, rassembler les armes des individus armés** (cf., les terroristes) et appliquer le concept **"d'une arme légitime, et d'une loi"**.

3. Comme on pouvait s'y attendre, le Hamas et les autres organisations terroristes ont exprimé leur objection à ce schéma directeur (Voir Annexe B). Le point le plus important pour eux est l'**absence de référence** au "droit à la résistance" (cf., la violence et le terrorisme comme un moyen légitime de lutter

¹ Tandis que les objectifs palestiniens sont spécifiés, il n'est fait aucune mention de la reconnaissance du droit d'Israël à exister comme Etat juif.

contre l'occupation israélienne). Il faut préciser que "la résistance" est un composant central dans le concept idéologique et la position stratégique du Hamas (cf., acronyme de "Mouvement de la Résistance Islamique").

4. Réagissant aux critiques, Salam Fayyad a accordé plusieurs interviews aux médias, déclarant que "la résistance" est "un droit légitime" puisque le peuple palestinien vit sous occupation. Dans un autre entretien, il a affirmé que le seul moyen de "mettre un terme à l'occupation" – le principal objectif palestinien - passe par le dialogue politique. Il a ajouté que cet objectif ne pouvait pas être réalisé en parallèle à des attaques terroristes et à l'anarchie.

Annexe A

Les grandes lignes du gouvernement relatives au conflit palestino-israélien et à la sécurité intérieure palestinienne, telles qu'elles apparaissent dans le discours de Salam Fayyad (Wafa, 27 juillet 2007)

1. Le début du discours précise que les grandes lignes du gouvernement sur le conflit avec Israël découlent de la stratégie **politique d'Abu Mazen** et reposent, notamment, sur "**l'initiative de paix arabe**" ainsi que sur les décisions internationales appropriées et légitimes. Voici des extraits du discours concernant le conflit avec Israël et la sécurité interne palestinienne :

a. **Les Palestiniens sont engagés envers la paix** : "Le gouvernement pense que l'option de la paix, plus qu'une option stratégique, est une **nécessité** découlant de la situation politique actuelle et des relations et obligations internationales. Elle exige du peuple palestinien qu'il embrasse **une politique étrangère ouverte**, compatible avec la légitimité palestinienne, la légitimité arabe et la légitimité internationale."

b. **Les objectifs des Palestiniens dans le conflit avec Israël** : "Mettre un terme à l'occupation et établir notre propre Etat indépendant, avec Jérusalem la Sainte [cf., Jérusalem-Est] pour capitale, sur toutes les terres palestiniennes occupées en 1967, sur la base des principes et conditions exposés dans la déclaration palestinienne d'indépendance de 1988 ; en vertu du principe d'une **solution juste et entendue du problème des réfugiés palestiniens basée sur la Résolution 194** de l'ONU ; et lutter pour mettre fin aux implantations [israéliennes], pour le démantèlement de la barrière de séparation et de tous les obstacles physiques et politiques qui bloquent l'accomplissement de ces buts."

c. Respect des accords précédemment signé entre l'OLP et Israël : "Adhésion complète aux accords bilatéraux [précédemment] signés par l'OLP, unique représentant légitime des Palestiniens, et par l'Autorité palestinienne, **y compris aux accords signés avec Israël.**"

d. Renforcement du statut de Jérusalem² et de la position du gouvernement palestinien à Jérusalem : "Assistance à la ville de Jérusalem, la capitale éternelle du peuple palestinien et son centre économique, social et aussi religieux. Notre gouvernement s'efforcera de renouveler le statut politique, économique et culturel de Jérusalem en promouvant ses institutions, en ranimant son économie et en permettant à Jérusalem de fournir des lieux de travail et d'hébergement et d'améliorer la compétitivité de ses produits et services. Assistance aux fils de Jérusalem contre les plans de colonisation et de déplacement dont ils souffrent..."

e. Fin de l'anarchie et collecte des armes des individus armés [cf., des terroristes] et application du concept "une arme légitime, une loi ": "Assurer la paix et la sécurité est une chose très importante qui figure en tête de l'ordre du jour des civils palestiniens, puisque c'est la seule façon d'établir l'autorité de la loi et de rétablir la confiance dans l'Autorité palestinienne et dans l'économie palestinienne. C'est aussi la première condition de base pour l'établissement d'un Etat palestinien indépendant. **Donc, le gouvernement s'engage à mettre un terme à l'anarchie et à débarrasser les rues des individus armés, ne laissant qu'une arme légitime, en vertu du concept d'une arme légitime et d'une loi...**"

f. Un accent particulier est placé sur le traitement des prisonniers et des détenus dans les prisons israéliennes, ainsi que sur l'aide aux familles des tués et des blessés : "Fournir une attention particulière aux prisonniers et aux détenus politiques dans les prisons israéliennes, à leur souffrance et à la

² Dans cette section, il n'est fait aucune mention explicite "de Jérusalem la Sainte". Puisque cette expression a été mentionnée plus haut, cependant, on peut supposer qu'il s'agit là aussi d'une référence à Jérusalem-Est.

souffrance de leurs familles". **Ce sujet continuera d'être la priorité absolue du gouvernement** et le gouvernement continuera à agir en faveur de leur libération. Il cherchera à leur fournir de l'aide ainsi qu'à leurs familles afin qu'ils puissent vivre une vie digne, et à faciliter leur réintégration rapide dans la société. De même, le gouvernement s'efforcera de répondre aux besoins des familles de martyrs [*shuhada'*] et des blessés."

g. Lutter contre l'Islam politique radical (c'est-à-dire contre le Hamas et son utilisation politique de l'Islam) : "Adopter une stratégie claire dans la lutte contre la politique d'accusations d'hérésie et de trahison. **Lutter contre l'utilisation de la religion pour des besoins de politiques partisans** et chercher à faire de l'Islam une **religion de tolérance et de modération ; lutter contre l'exploitation [de l'Islam] pour justifier les actes de meurtre, de destruction et de déportation**".

h. Encourager l'activité diplomatique [en ignorant le concept "de résistance" comme moyen de plébisciter les objectifs palestiniens dans le conflit avec Israël] : "Le gouvernement s'efforcera d'encourager l'activité diplomatique et d'assurer son succès pour augmenter le cercle d'alliés, en vue de l'établissement de relations arabes, islamiques et internationales..."

Les grandes lignes du gouvernement ne font ici aucune mention du "droit à la résistance" (c'est-à-dire le terrorisme et la violence contre Israël), un composant central dans l'idéologie du Hamas et des autres organisations terroristes palestiniennes.

Annexe B

La question de la "résistance" comme pomme de discorde : réactions des organisations terroristes palestiniennes au discours du Premier ministre Salam Fayyad et commentaires de Fayyad

1. Comme on pouvait s'y attendre, le Hamas et les autres organisations terroristes palestiniennes ont exprimé leur désapprobation des grandes lignes du gouvernement de Salam Fayyad. La principale pomme de discorde porte sur l'**absence de référence au "droit de résistance"** dans ce programme de gouvernement. Il faut préciser que **le soutien à "la résistance" (cf., la violence et le terrorisme) est un composant central dans le concept idéologique et stratégique du Hamas**, qui figure d'ailleurs dans le nom complet de l'organisation ("Mouvement de la Résistance Islamique")



Caricature parue dans le quotidien du Hamas Felesteen (30 juillet) représentant les "lignes rouges" des Palestiniens : la Palestine historique (c'est-à-dire la grande Palestine), le retour des réfugiés, "la résistance armée" et Jérusalem. Un Palestinien traversant est sur le point de franchir la ligne rouge intitulée "Jérusalem" et déclare : "Jérusalem est une ligne rouge qui ne sera pas franchie !"

2. Voici les principales réactions :

- a. Dans un discours prononcé devant des étudiants de la ville de Gaza, le Premier ministre du Hamas **Ismail Haniyah** a exprimé son mécontentement face à l'absence d'inclusion du concept de "résistance" dans les grandes lignes du gouvernement palestinien, faisant référence à "une grande conspiration contre Gaza, la résistance et les Palestiniens - et ce n'est pas la première fois." Il a également rappelé la réunion des représentants de 32 pays à Sharm el-Sheikh en 1996 afin de "mettre fin à la résistance". Selon Haniyah, ils ont échoué, "la résistance a réussi et a gagné et c'est maintenant la résistance qui domine la Palestine" (Quotidien du Hamas Felesteen, 1^{er} août 2007).
- b. Le porte-parole du Hamas **Ismail Radwan** a condamné les mesures prises par Abu Mazen et le gouvernement de Salam Fayyad visant à "supprimer l'arme de la résistance" et a affirmé que cette tactique équivalait "à une agression à coups de couteau dans le dos de la résistance". Il a ajouté que "ces mesures profitent à l'ennemi sioniste" et a souligné le soutien du Hamas à "l'option de la résistance et à l'adhésion aux fusils" (Al-Jazeera, 28 juillet 2007).
- c. **Khaled Al-Atesh**, important membre du Jihad Islamique Palestinien, a noté que son organisation était opposée à "tout plan politique de n'importe quel gouvernement palestinien qui ne mentionne pas le droit de notre peuple à résister à l'ennemi sioniste, puisque nous sommes un peuple occupé" (Al-Jazeera, 28 juillet 2007).
- d. **Abd Da'na Al-Alim**, membre important du Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) a noté que "ceux qui livrent les armes de la résistance ne représentent qu'eux-mêmes et leurs actes vont à l'encontre du désir des Palestiniens." Les Brigades Abu Ali Mustafa, la branche armée du FPLP, ont publié un communiqué déclarant qu'elles poursuivraient la résistance (Qudsway, 30 juillet 2007).

Propos ambigus du Premier ministre Salam Fayyad au sujet de la "résistance"

3. Suite à ces réactions, Salam Fayyad a été prompt à clarifier que **"la résistance" est "un droit légitime"**. A l'occasion d'une conférence de presse avec Amr Moussa, le secrétaire général de la Ligue arabe (29 juillet), Salam Fayyad a déclaré que la résistance était un droit légitime des Palestiniens. "Nous sommes un peuple sous occupation", a-t-il dit, "et la résistance est un droit légitime des Palestiniens" (Agence de Presse du Moyen-Orient, 20 juillet 2007).

4. Dans une interview au journal arabe Al-Sharq Al-Awsat (30 juillet), Salam Fayyad a de nouveau clarifié : "nous sommes un peuple occupé et la résistance est un droit légitime des Palestiniens." Il a précisé que les grandes lignes du gouvernement étaient basées sur la fin de l'occupation et a souligné le besoin urgent de progrès réels dans le processus politique.

5. Cependant, après ses propos sur "le droit de résistance", Salam Fayyad a déclaré de nouveau qu'il ne pourrait y avoir aucun dialogue politique en parallèle à des attaques terroristes et à l'anarchie. Dans une interview à la télévision égyptienne (31 juillet), interrogé sur l'exclusion du concept "de résistance" des grandes lignes de son gouvernement, Salam Fayyad a répondu que cela "ne devait étonner personne." Il a réitéré que le but des Palestiniens était de "mettre un terme à l'occupation" et a noté qu'un tel objectif ne pouvait pas être réalisé en parallèle à des opérations (contre Israël) et à l'anarchie.